



Chaque année depuis 2007, on assiste au même rituel. On commence à en avoir un peu l'habitude. Et puis, Sarkozy nous avait prévenus... L'étonnement serait donc de mauvais augure...

Mais voilà, si la surprise n'est plus au rendez-vous, nous avons encore le droit de nous indigner ! Non ! Nous avons le DEVOIR de nous indigner !!! Mais nous indigner de quoi au juste ? Des suppressions de postes dans la fonction publique bien sûr !

En vertu de la règle de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, ce sont 32 000 postes qui disparaîtront cette année, et quelques 30 500 postes en 2012. Et, une fois n'est pas coutume, la moitié des suppressions concerne une nouvelle fois l'Ecole (et, une fois de plus, nous aurons le droit à l'éternelle double posture de nos députés UMP locaux, qui s'indigneront des fermetures de classes ici, mais auront sans remords voté le budget de l'Etat à l'Assemblée...).

Au total, ce sont désormais 180 200 emplois dans la fonction publique qui auront été supprimés en dix ans... Ajoutons à tout cela le gel actuel des salaires des fonctionnaires, et on obtient le

célèbre cocktail explosif à l'origine des mouvements sociaux de la France... Cela, nous ne pouvons déceimment pas l'accepter !!!

Derrière ces chiffres, il existe pourtant une réalité : un pays qui souffre, des hôpitaux qui fonctionnent difficilement, une insécurité croissante, une justice mise à mal, un système de santé dégradé, une école malmenée, etc. En clair : la droite orchestre depuis 2007 la mise à sac du service public et, par la même occasion, anéantit le contrat social qui liait jusqu'alors les Français à leurs dirigeants et faisait l'essence même de notre démocratie...